
LES CAHIERS DU CERMTRI

Centre d'Etudes et
de Recherches
sur les Mouvements
Trotskyistes
et Révolutionnaires
Internationaux

3, rue Meissonnier
93500 Pantin - France
01 49 91 44 83
cermtri@wanadoo.fr
<http://www.trotsky.com.fr>

Le Manifeste de la IV^e Internationale sur la guerre impérialiste (mai 1940)

... à l'épreuve
de l'Histoire



Troisième partie Europe, 1945
Lutte des classes
Conquêtes sociales
Révolutions

N° 179

juillet 2022
ISSN 0292 - 4943

8€

Prague, mai 1945.

● Chapitre 1

ITALIE

Les grèves de 1943

Après 20 années de dictature, la classe ouvrière descend dans l'arène politique
« pour le pain, la paix, la liberté, vive la grève ! »

Année 1943. L'Italie se trouve depuis 21 ans sous la botte du fascisme. Depuis son entrée dans le conflit mondial aux côtés de l'Allemagne, le 10 juin 1940, les sacrifices imposés par l'effort de guerre s'ajoutent à une situation déjà insupportable. Sur le front, les dizaines de milliers de victimes au cours des défaites accumulées des armées italiennes en Lybie, en Grèce, ou en URSS où l'armée italienne perd la moitié de ses effectifs, renforcent un profond mécontentement contre le régime.

La population est saignée à blanc, victime de la forte hausse des prix et du blocage des salaires. Les denrées alimentaires et les produits de première nécessité sont rationnés. La malnutrition touche la grande majorité de la population et provoque par endroit des mouvements sporadiques de mères de famille. Ainsi à Sesto San Giovanni, près de Milan, le 26 mai 1942, plusieurs centaines de femmes manifestent trois heures durant, au mépris de la répression, pour protester contre la vie chère, la pénurie alimentaire et demander la distribution de nourriture. Début 1943, la ration de pain est encore diminuée, passant de 200 à 150 gr par jour.

C'est dans ce contexte que le mécontentement larvé de la population va se transformer en un puissant mouvement de masse. Signe annonciateur, une première grande grève sous le régime fasciste avait éclaté le 2 mai 1942 dans le bassin minier de Carbonia, en Sardaigne, à l'appel de la cellule clandestine du Parti communiste. L'arrêt du travail dans le bassin minier est total. Une mobilisation immédiate

face à l'augmentation des prix des biens de première nécessité dans les points de vente de l'entreprise, de l'énergie et des loyers des maisons de mineurs.

En mars 1943, c'est dans le triangle industriel du Nord, le poumon économique de l'Italie, que la lutte de classe va reprendre ses droits, renouant avec les « Années rouges » qui ont suivi la première guerre mondiale. Des grèves spontanées, parties de la base, pour les revendications les plus immédiates et urgentes : augmentation des salaires, contre le rationnement et s'ajoute très vite, le mot d'ordre de la paix (document 1).

Des tracts clandestins, comme ceux de la fédération du Parti communiste de Milan, début 1943, lancent : « *Assez de la faim, nous voulons du pain !* » et « *Pour le pain, la paix, la liberté, vive la grève !* » Les militants du PC viennent de reprendre clandestinement la publication de l'édition milanaise de l'Unità. Dans l'édition du 20 février 1943, quelques jours après la bataille de Stalingrad, on lit à la une de l'Unità, en pleine page : « *Nous commémorons le 25^e anniversaire de l'Armée rouge en commençant en Italie la lutte armée pour la paix et la liberté.* »

Les militants du PCI, dans la clandestinité depuis l'avènement du fascisme, coupés des liens avec leurs dirigeants en exil à Moscou, épargnés ainsi des différents cours imposés par Staline, en sont restés au début des années 1920, quand ils voulaient faire comme en 1917, en Russie... Alors quoi de plus naturel pour eux que de reprendre le chemin de la lutte de classe ?

Il y avait déjà eu des grèves sporadiques, nombreuses mais isolées. Désormais dans les usines, la

classe ouvrière commence à se réorganiser et se prépare à passer aux formes de lutte qu'elle n'a pu mener depuis 21 ans.

Le 5 mars, partie de l'usine Fiat Mirafiori, à Turin, la grève va entraîner en quelques jours plus de 100 000 ouvriers. C'est une trainée de poudre.

Les revendications concernent les salaires, une indemnité de vie chère, l'augmentation des rations alimentaires et la fin de la guerre. La grève touche entre 50 et 100 % des ouvriers. Toutes les usines bloquées par les grèves relèvent de la production de guerre.

Les uns après les autres, les centres industriels de toute la région du Nord sont concernés. Rien n'arrête l'agitation ouvrière, ni les arrestations, ni les menaces d'exécutions ou de déportations en Allemagne. Les ouvriers, que deux décennies de dictature n'avaient pas réussi à neutraliser, se réapproprient une de leurs armes fondamentales en faisant sauter le carcan des lois fascistes qui interdisaient la grève.

« *La lutte avait perdu le caractère revendicatif salarial pour se transformer en un mouvement éminemment politique. Les dirigeants fascistes qui se rendaient dans les usines étaient accueillis les bras croisés, souvent, avec des sifflements sonores et aux cris de "À bas la guerre ! À bas le fascisme !"* » raconte Oreste Lizzadri, syndicaliste et membre du PSI (1).

Le 2 avril, après un mois de grève, d'interruption des productions de guerre, le régime cède. La classe ouvrière, les ouvriers "viciés par les chimères bolchéviques", ainsi que les avait désignés Mussolini, vont imposer au Duce un premier recul : les salaires sont augmentés.

Mais pas seulement.

Les grèves de mars 1943 ne ratifient pas seulement une victoire des travailleurs sur le terrain salarial :

« [Elles] indiquent quelque chose de plus : la première, grande vraie défaite du fascisme dans ses éléments considérés comme les plus vitaux, la puissance de la force répressive policière et du parti, le mythe de son organisation de fer, la prétendue adhésion totalitaire des travailleurs et du peuple italien au régime. Pour la première fois, les ouvriers inscrits au parti se refusent à se présenter à l'usine en chemise noire et les soldats mobilisés pour casser la grève, font cause commune avec les grévistes. »

Et surtout, conclut Lizzadri, c'est « *la prise de conscience de la part de la classe ouvrière, nouvelle et ancienne génération, de sa propre force et des énormes possibilités de chacune de ses actions sur le terrain unitaire* » (2).

Juillet 1943 : en moins de 24 heures, le régime fasciste s'écroule et la classe ouvrière repart à l'assaut

Ces grèves font l'effet d'un tremblement de terre au sommet du régime. Mussolini se heurte à la plus grande grève après 21 ans de domination. Avant même la bourgeoisie, avant même les hiérarques du Grand Conseil fasciste, la classe ouvrière porte au régime fasciste un coup qui lui sera fatal. Les industriels, les propriétaires terriens, ceux qui avaient remis le pouvoir entre les mains de Mussolini pour faire barrage aux occupations d'usines et de terres en 1919-1920, voient réapparaître dans ces mouvements, le spectre de la Révolution. Ils « *craignent davantage le peuple en armes que les Allemands et les fascistes* » (*L'unità*, 31 octobre 1943). La bourgeoisie italienne est confrontée, maintenant, à l'« *ennemi intérieur* » et, dans un effort désespéré pour sauver ce qui peut l'être, elle cherche une formule politique de rechange.

Le Grand Conseil fasciste se réunit le 24 juillet et se prononce pour le retour de la monarchie. Et pendant que Rome subit les premiers bombardements alliés après le débarquement des armées anglo-américaines en Sicile deux semaines plus tôt, le roi Victor Emmanuel III signe, le 25 juillet, le décret nommant le maréchal Badoglio – hiérarque fasciste – chef du gouvernement et donne le feu vert à l'arrestation du Duce, avec la bénédiction du Vatican. En moins de 24 heures, le régime fasciste s'écroule.

En haut, on souhaite rester dans continuité du régime tout en se débarrassant de Mussolini, mais c'était sans compter sur l'irruption des masses. Dès l'annonce de la révocation du Duce, c'est l'explosion de joie. La foule se répand dans les rues, on entonne *Bandiera rossa*, des permanences fascistes sont attaquées, les prisons prises d'assaut. Tout un peuple voit arriver l'heure de se libérer d'un régime d'oppression, de guerre et d'exploitation. Pour tous, la guerre est finie. Les partis se reconstituent, organisent des meetings, les organes de presse se multiplient.

Immédiatement, les grèves reprennent et le nouveau gouvernement aussitôt formé décrète l'état de siège, interdit toute grève, toute manifestation, appelle à poursuivre la guerre. Il réprime à Rome une manifestation antifasciste. Ordre est donné à l'armée d'ouvrir le feu contre « *les perturbateurs de l'ordre public*. » En juillet, à Bari, les soldats tirent un cortège de jeunes. 19 morts et 60 blessés. Le 17 août, à Turin, ils tirent sur des ouvriers de Fiat. La ville répond par la grève générale et cette fois les soldats refusent de tirer.

Une deuxième vague de grèves se développe en novembre et décembre 1943. Les ouvriers repren-

(1) Oreste Lizzadri, *Quel dannato marzo 1943*.

(2) Oreste Lizzadri, *op. cit.*

nent la lutte là où ils avaient été contraints de la laisser. Dans les grands centres industriels vont resurgir les « *commissions internes* », le cadre d'organisation qui avait marqué la vague révolutionnaire d'après-guerre. Dans les usines, les ouvriers élisent leurs délégués et se dotent des organisations indépendantes qui leur faisaient défaut. L'agitation croît pour le renversement du gouvernement Badoglio et l'arrêt immédiat de la guerre. Nombreux sont les soldats à retirer leur uniforme et à désertier. À Turin, à Milan se forme un Conseil d'ouvriers et de soldats. Les grèves s'accompagnent d'actes de sabotage généralisés et de manifestations de masse.

Pour Hitler comme pour les Alliés, il faut écraser la montée révolutionnaire...

Le 3 septembre 1943, le gouvernement Badoglio signe un armistice préparé secrètement avec l'état-major américain, suivie de la prise de contrôle politique, économique et militaire de l'Italie par les Alliés, avec obligation pour le gouvernement Badoglio de déclarer la guerre à l'Allemagne.

La réaction de Berlin est immédiate et brutale. Trente divisions de la Wehrmacht envahissent le Nord de la péninsule, progressant vers Rome. La résistance est acharnée dans toutes les villes occupées. Une répression féroce est menée avec la collaboration de la fantomatique République de Salo, avec à sa tête, un Mussolini remis en selle par Hitler le 23 septembre 1943.

Au Sud, les Alliés, partis de Sicile, remontent progressivement vers le Nord. Badoglio et le roi fuient Rome pour Brindisi et se mettent sous la protection des anglo-américains... et à leur service. L'Italie est ainsi coupée en deux et devient une zone de guerre entre la Wehrmacht au Nord, et les Alliés au Sud. La guerre civile vient se superposer au conflit entre bellicérants.

La violence déchainée contre la classe ouvrière, prise entre deux feux, est totale :

– Les bombardements alliés pilonnent les villes italiennes les unes après les autres. Du 15 au 20 août, les grèves sont massives à Turin, Milan pour exiger la paix immédiate, la libération des prisonniers politiques, le renversement du gouvernement provisoire. Dans la nuit du 15 au 16 août, 405 bombardiers alliés déversent 1534 tonnes de bombes sur Milan. La nuit suivante, c'est au tour de Turin.

– Hitler donne l'ordre d'instaurer un régime de terreur. Elle va s'abattre sur les concentrations ouvrières du Nord. Rome est occupée le 10 septembre 1943, le commandant allemand Kesselring décrète que la ville est considérée comme : « *un territoire de guerre soumis aux lois de guerre allemandes* » et donc toute grève est interdite, tout résistant est jugé sommairement et fusillé.

Mais à Naples, le même mois, une insurrection populaire spontanée met en déroute les troupes

nazies et libère, avant même l'arrivée des troupes anglo-américaines, une ville déjà meurtrie par les bombardements alliés avec plus de 25 000 victimes. À nouveau les grèves éclatent en novembre et décembre à Turin, Milan, Gênes. Les mouvements de résistance gagnent toute l'Italie du Nord et les premiers groupes de partisans armés se forment.

Face à cette situation insurrectionnelle, les partis qui se proclament antifascistes (Parti libéral, Démocratie chrétienne (DC), PCI, PSI, Parti d'action) ont constitué, en septembre 1943, un Comité de libération nationale (CLN), organisation politique et militaire. Il s'agit de coiffer les différents groupes de partisans et de suppléer à l'incapacité de la monarchie de prendre seule en charge l'État après la désagrégation du régime fasciste. Dans le Nord de l'Italie, sous occupation allemande, est créé, en février 1944, une « antenne » du CLN, le Comité de libération nationale de la Haute Italie, le CLNAI.

En même temps, sur conseil de Churchill, les Alliés retardent leur avancée vers le nord, laissant le soin à l'armée allemande de réprimer les grèves. Ainsi à Rome, en janvier 1944, où les troupes alliées ont occupé le sud de la ville sans rencontrer de résistance, on attend une libération imminente. Les partisans ont préparé l'insurrection. Mais au lieu d'avancer, les Alliés restent sur place, laissant le temps à l'appareil répressif nazi de frapper durement. Churchill avait annoncé la couleur en définissant la mission des Alliés comme une « *immense tâche de police* ».

Le « tournant de Salerne » : le dirigeant stalinien Togliatti, vice-président du Conseil des ministres du Royaume d'Italie

En mars 1944, c'est la grève générale à Turin et Milan, en pleine occupation nazie. Un responsable du CLNAI explique : « *Depuis de nombreux mois, tout notre effort consistait à faire du CNL du Nord, un réel pouvoir populaire de gouvernement, un gouvernement clandestin reconnu par la population. Nous avons derrière nous une réelle armée de partisans, des masses populaires réellement en marche, et même des organes exécutifs d'une administration révolutionnaire.* » Parallèlement aux grèves dans les usines, les campagnes connaissent une effervescence nouvelle dans toute l'Italie.

Les responsables du PCI, le 20 janvier 1944, ont été invités par Badoglio à entrer au gouvernement. Ils y mettent une condition : l'abdication du roi. Badoglio refuse et met fin aux négociations. Le Congrès du CLN se tient à Bari les 28 et 29 janvier. Il est salué par Radio Londres comme « *l'évènement le plus important de la politique internationale depuis la chute de Mussolini.* » Roosevelt et Staline y ont envoyé des messages. Le congrès, se prononce « *étant donné que les conditions actuelles du pays ne permettent pas la solution immédiate de la question des institutions* », pour l'abdication du roi et la nécessité de

parvenir à un gouvernement composé des partis du CLN. Ses tâches : « *intensifier au maximum l'effort de guerre* » et convoquer une Assemblée constituante à la fin du conflit.

En février c'est la conférence de Yalta, où Roosevelt, Churchill et Staline décident la répartition des zones d'influence. En Italie, la question de la monarchie est le nœud qui bloque les négociations avec les Alliés. Churchill, intransigeant, ne voit l'avenir de l'Italie que dans la perpétuation de la monarchie.

C'est dans ce contexte que Palmiro Togliatti revient en Italie. En exil depuis 1926 dont 10 ans à Moscou, il va jouer un rôle déterminant en imprimant un brusque tournant à la politique du PCI, dans le cadre de la stratégie que Staline a justifiée par la priorité donnée à la lutte contre les nazis : la participation des PC aux gouvernements d'union nationale. Le 14 mars, l'URSS reconnaît le Royaume du Sud, suivi par les états-Unis et la Grande-Bretagne et établit des rapports diplomatiques avec le gouvernement Badoglio.

Arrivé à Naples le 27 mars 1944, Togliatti se rend directement au siège du PCI. Il s'agit de convaincre le parti de la priorité d'un appel à l'unité de toutes les forces « antifascistes » pour former un gouvernement, en renvoyant la question des institutions, c'est à dire monarchie ou république, à l'après-guerre (document 2). Au Conseil national du PCI réuni à Salerne les 30 et 31 mars, Togliatti réussit à vaincre la résistance des délégués et à faire adopter cette ligne.

Ce « tournant de Salerne » éclate comme une bombe dans les rangs du parti. Stupéfaction, incompréhension. Vécu comme une trahison, notamment pour les militants qui ont passé des années dans les prisons fascistes ou qui ont combattu dans la clandestinité et sont restés fidèles au communisme des années 20, à qui on demande de renoncer au combat de classe au nom de la promesse d'une Constituante après-guerre.

« *C'est le combat d'un appareil stalinien amené de l'extérieur pour coiffer d'en haut le véritable parti, le parti réel celui qui a survécu au fascisme et vit dans les quartiers ouvriers, villages, pour le bâillonner et imposer par-dessus la tradition "bordighiste" (3) une politique stalinienne de guerre, à laquelle nulle tradition ne l'a évidemment préparé* », écrit Pierre Broué.

La poursuite de la guerre par le gouvernement Badoglio permet à l'appareil du PC avec les partis du CLN, d'abord réticents mais qui finissent par céder à la ligne Togliatti, de dévoyer le mouvement de la lutte de classe vers la lutte contre le fascisme. Le 22 avril 1944, se met alors en place un gouvernement d'union nationale allant les libéraux et les démocrates chrétiens au PCI, dans lequel Togliatti occupera le poste de vice-président du Conseil des ministres du Royaume d'Italie. Un gouvernement qui maintient l'ordre au sud et n'hésite pas à réprimer dans le sang une manifestation contre la faim à Palerme, le 19 octobre 1944.

Dorénavant tout sera subordonné à « l'intérêt supérieur » de la lutte patriotique contre l'Allemagne nazie et leurs alliés fascistes. La direction du PCI, devant remettre de l'ordre, parfois difficilement, dans ses rangs, en sera l'agent. À Gênes, les dirigeants du parti dénoncent ceux qui proclament en novembre 1944 : « Il faut faire la grève une fois pour toutes : la grève insurrectionnelle ou rien. » (4)

Tandis qu'un comité d'action d'émilie-Romagne lance l'appel :

« *Ouvriers de Romagne ! Les ouvriers et leur famille ont froid, ils ont faim, ils n'ont pas de bois, ils n'ont pas de chaussures, ils touchent des salaires de misère, leurs patrons pactisent avec les ennemis du pays, ils subissent la menace des bombardements, des licenciements, de la déportation en Allemagne. Doivent-ils se taire ?* » (5)

La guerre de libération : grèves dans les concentrations ouvrières du Nord et combats armés des partisans

Fin mars 1945, le gouvernement, à la demande des Alliés, obtient la démobilisation des groupes de partisans du Nord et la mise sous contrôle des comités de libération des zones libérées par le gouvernement militaire allié. Le CLNAI et le gouvernement se mettent d'accord sur le principe d'un mot d'ordre d'« insurrection générale » dans les zones occupées pour chasser l'occupant nazi et les fascistes. Mais dès le 18 avril, les cheminots proclament la grève à outrance. À Turin est déclenchée la grève « contre la faim et la terreur. » Elle est totale, les usines sont placées sous la protection des partisans armés. Les combats sont âpres et la ville est libérée des troupes allemandes, le 28 avril, tous les centres des pouvoirs politique et militaire sont entre les mains des partisans, avant l'arrivée des Alliés. Cette situation provoque la plus vive inquiétude du gouvernement et des Alliés qui craignent que l'insurrection échappe au contrôle du CLN et se transforme en insurrection ouvrière. À son tour Bologne est libérée par les partisans le 21 avril. Gênes le sera deux jours plus tard.

Le 24 avril, le CLN proclame pour le 26 avril « l'insurrection générale » contre l'occupant. À Milan, c'est la grève générale dès le 25 avril. Ouvriers et partisans occupent les usines, construisent des barricades et affrontent les troupes nazies. Les Alliés arrivent dans une ville déjà libérée. Pour canaliser le mouvement, le CLN désigne, dès le lendemain, le maire et le préfet de la ville. Et dans les villes libérées, le CLNAI s'empresse d'assurer les pouvoirs civils et militaires. En mai, à Rome, les représentants du CLN se prononcent pour un gouvernement de libération ouvert à tous les partis qui le composent.

(3) « *Non pas au sens sectaire du mot mais au sens de gauchisme révolutionnaire* » – Pierre Broué, *Cahiers Léon Trotsky* n° 29, mars 1987.

(4) Cité par Claudio Pavone dans *Une guerre civile*.

(5) Claudio Pavone, *op. cit.*

L'Italie est libérée. Le Duce qui a fui sous l'uniforme nazi est arrêté et exécuté à Milan. Le 29 avril, le commandement allemand en Italie signe la reddition qui sera effective le 2 mai. Le maréchal Kesselring accepte les conditions, l'état-major allié lui faisant valoir que « *cela permettra aux anglo-américains de bloquer l'avance soviétique vers l'Ouest, (...) mais aussi un possible soulèvement communiste capable de transformer l'Italie du Nord en république rouge.* » (6) Le 2 mai, le gouvernement décide le désarmement officiel des partisans.

L'Italie est dans un état de délabrement total. Le pays, toujours géré par les Alliés, est en proie à la misère, au marché noir, à la criminalité et la prostitution. Un rapport du commandement allié, daté de juin 1945, décrit la situation : un manque des moyens de production, une fragmentation politique exacerbée, des millions de chômeurs. Une situation explosive alarmante d'où l'auteur tire une conclusion : l'Italie a un besoin urgent d'une aide économique pour éviter qu'elle ne « *bascule dans le camp soviétique.* » Les états-Unis feront le nécessaire.

Au cœur des préoccupations politiques : la question des institutions, renvoyée à la fin de la guerre. Les classes dirigeantes italiennes voient dans la Démocratie chrétienne leur meilleur agent pour la sauvegarde de ses intérêts. Côté Alliés, Churchill revoit sa position. Pour lui, le problème n'est plus entre République ou monarchie mais de savoir si l'avenir de l'Italie sera dans une « dictature communiste » ou une « démocratie libérale. »

De Gasperi, fondateur du parti de la Démocratie chrétienne, appuyé sur l'église catholique, est placé à la tête du gouvernement. Son arrivée au pouvoir signe la décision de la bourgeoisie italienne de mettre fin à la parenthèse de la guerre civile et le retour à l'ordre. Togliatti qui a participé à tous les gouvernements d'union nationale depuis avril 1944, conserve le portefeuille de la Justice dans le nouveau cabinet. Les Alliés, en décembre 1945, peuvent dès lors mettre fin à leurs pouvoirs de contrôle sur l'Italie.

La Constitution : Des concessions démocratiques en échange de la "paix sociale"

Le gouvernement De Gasperi annonce la convocation d'un référendum pour choisir la nature du nouveau régime. Une solution qui a la préférence de la DC du fait du « sens démocratique et pacificateur » de ce type de consultation. S'en remettre directement à la décision de l'Assemblée constituante, comme cela était prévu, aurait conféré trop de pouvoirs à celle-ci. Cette décision a l'approbation des États-Unis dont les forces militaires sont toujours présentes dans la péninsule. Le PCI et PSI s'y rallient.

Il s'agit maintenant de réorganiser l'État, après 21 ans de dictature et deux années de guerre civile. Le référendum et l'élection des membres de l'Assemblée constituante se tiennent le même jour, le

2 juin 1946, pour la première fois au suffrage universel masculin et féminin.

Par 54,26 % des voix, le peuple italien rejette la monarchie pour la République, la première République italienne. Le résultat du référendum signe une défaite de l'église catholique et de ses suppôts qui avaient mis toutes leurs forces pour sauver la monarchie. À l'Assemblée constituante, la DC n'obtient pas la majorité absolue avec 207 députés, le PS et PC totalisant 219 sièges. Le Corriere della sera du 5 juin 1946 rapporte cette déclaration de Togliatti : « *Nous avons un seul but : celui de faire la République. Nous l'avons atteint et notre programme est réalisé.* » De Gasperi pourra alors renvoyer les ministres communistes du gouvernement, le 1^{er} juillet 1946.

La Constitution ne sera adoptée que le 22 décembre 1947. Il aura fallu 18 mois de tractations entre les forces politiques à la recherche d'un point d'équilibre entre la préservation de la domination de classe de la bourgeoisie et les aspirations des masses exprimées dans les puissantes grèves initiées en mars 1943... avec un PC italien qui choisit d'inscrire son action dans le respect de la légalité et de l'ordre social.

Le texte fondateur de l'état italien affirme des droits nouveaux dans les premiers articles portant sur les « Principes fondamentaux », comme la souveraineté populaire, la reconnaissance des droits inviolables de l'Homme, l'égalité devant la loi, le droit au travail. Ainsi, l'article premier de la Constitution affirme d'emblée : « *L'Italie est une République démocratique fondée sur le travail.* »

Le texte met l'accent sur les droits économiques et sociaux et leur garantie effective par l'État. Il appartient à la République « *d'éliminer les obstacles d'ordre économique et social* » qui limitent de fait l'égalité et la liberté des citoyens.

Sont affirmés, outre le droit au travail, celui à une rémunération suffisante pour assurer à sa famille « une existence libre et digne », le droit à un repos hebdomadaire et à des congés annuels rémunérés, à une instruction élémentaire d'une durée d'au moins 8 ans, obligatoire et gratuite.

Les libertés individuelles et collectives sont garanties, tout comme le droit de grève.

Dans le cadre de la République une et indivisible, des formes et des conditions d'autonomie particulières sont attribués à certains territoires et les minorités linguistiques sont protégées.

Est condamnée moralement et juridiquement l'utilisation de la violence armée contre les peuples. En vertu de l'article 11, « *L'Italie répudie la guerre en tant qu'instrument d'atteinte à la liberté des autres peuples et comme mode de solution des conflits internationaux.* »

Mais il est une question sur laquelle la bourgeoisie n'acceptera aucun compromis, c'est celle des rap-

6. Hervé Chabaud, *L'Italie dans la Deuxième guerre mondiale.*

ports entre l'Église et l'État. Sur cette question, le vote du PCI, décisif, permettra à la Démocratie-chrétienne d'inscrire le Concordat dans la Constitution - et le maintien à l'Église d'une souveraineté territoriale avec l'état du Vatican. Si l'article 7 stipule que "L'État et l'Église catholique sont, chacun dans son ordre, indépendants et souverains", il précise que « leurs rapports sont réglementés par les pactes du Latran », c'est à dire les accords signés entre Pie XI et Mussolini en 1929, lequel texte rappelle que l'État italien est confessionnel.

Une belle victoire pour la DC et le Vatican, qui va entraîner pour le peuple italien un défaut de démocratie. Ainsi, par exemple, la question du divorce, condamné par le droit canonique de l'Église catholique et par l'article 34 du Concordat conférant l'indissolubilité des effets civils du sacrement du mariage, sera interdit aux couples italiens jusqu'à la loi de 1970 et le référendum de 1974 qui marqueront une défaite cuisante pour le Vatican et la Démocratie-chrétienne.

La mise en œuvre des nouvelles dispositions constitutionnelles, en rupture avec l'ordre juridique antérieur, sera retardée. Une période dite de « Congélation de la Constitution » maintiendra la législation héritée du fascisme dans le domaine de la sûreté et de l'ordre public, des pouvoirs de police pendant les premières années de la République, conformément aux « Dispositions transitoires et finales du texte », dans l'attente de la nouvelle loi.

Par des concessions démocratiques, économiques et sociales - le patronat italien acceptera l'échelle mobile des salaires et le blocage des licenciements dans l'industrie - la bourgeoisie italienne réussit avec la collaboration du PCI, une transition pacifique vers une nouvelle forme politique de sa domination.

Les efforts de Togliatti pour faire rentrer dans le rang le mouvement syndical

Une des préoccupations de Badoglio en prenant les rênes du gouvernement a été la question des syndicats. Les structures corporatistes fascistes ont été totalement effacées par les mouvements de grève. Il faut donc une organisation capable de faire barrage au déferlement ouvrier hors de tout contrôle. Le ministre des corporations (le nom a été gardé) fait alors libérer le dirigeant syndical Bruno Buozzi et lui propose la charge de commissaire aux organisations syndicales. La bourgeoisie a murement réfléchi son choix : Buozzi, ancien responsable de la Confédération générale des travailleurs (CGDL), militant socialiste, lui a prêté main forte en 1922 en faisant refluer le flot révolutionnaire. Celui-ci accepte et fait appel à son tour au communiste Roveda et au démocrate-chrétien Quadrello, tous deux placés aux postes de vice-commissaires.

En août 1943, quand la grève reprend à Turin et Milan, Roveda et Buozzi rencontrent les représentants des ouvriers pour stopper le conflit. Le 2 septembre 43, un accord est signé entre les dirigeants

syndicaux et la Confédération patronale. Ces accords légalisent les commissions internes en les vidant de leur contenu de classe. D'organes du pouvoir ouvrier, elles deviennent un rouage économique dans l'entreprise, avec quelques concessions, comme l'élection des délégués par tous les salariés sur le lieu de travail et le pouvoir de négocier des conventions collectives.

S'est constitué, à Naples, dans cette période, un syndicat indépendant, la Confédération générale des travailleurs (CGL) à l'initiative de militants du PCI, du PSIUP, du parti d'Action. Enrico Russo, secrétaire régional du PCI jusqu'en 1926, persécuté par les fascistes, est élu secrétaire général. Un syndicat qui a son propre journal Battaglie sindacali, sur une ligne nette :

« Aucune trêve syndicale ! » Pour lui, « le 25 avril n'a pas été autre chose qu'un sauvetage de la bourgeoisie. L'étiquette a été changée, mais le fascisme est resté et le prolétariat l'a très bien compris. » Ajoutant : « Avec le gouvernement de la bourgeoisie nous ne pouvons faire aucun accord. (...) Les masses travailleuses sont résolument contre le gouvernement Badoglio. » (7)

Une ligne en contradiction totale avec celle de l'appareil du PCI. Togliatti rencontre Russo dès son arrivée et tente un dialogue avec la CGL, mais Russo reste ferme sur son opposition au tournant de Salerne.

Le 16 avril 1944, la CGL publie un communiqué contre une participation des partis du CLN au gouvernement : « Aucun gouvernement de collaboration avec des membres responsables du fascisme ne peut résoudre les problèmes de la crise politique et économique, ni satisfaire les aspirations des masses. » Pour l'appareil du PCI, il est exclu qu'un syndicat indépendant, hors de son contrôle, avec son propre journal, puisse exister. Il va tisser alors un réseau parallèle. (8) Par des manœuvres bureaucratiques et des pressions, la CGL sera contrainte à s'autodissoudre et à adhérer au nouveau syndicat, la CGIL. Le i ajouté au nom (pour italienne) devant témoigner du contenu patriotique de l'organisation. À sa tête, un directoire, non élu, désigné et composé par des membres des partis du CLN. Dans le discours de clôture, Russo lance « Pour la première fois dans l'histoire du mouvement syndical, un organe de direction est contraint de se dissoudre par l'abus de pouvoir de forces extérieures écrasantes. » (9)

Le 9 juin 1944, le pacte de Rome sanctionne la naissance de la CGIL unitaire avec, à la direction, des responsables du PC, du PS et de la DC, l'« ami chrétien. » La Démocratie chrétienne va dissoudre le syndicat qu'elle avait créée en mars 1944 avec le slogan « Travailleurs du monde entier, unissez-vous dans le Christ. »

(7) Mario Avagliano e Marco Palmieri, *Quando era il Sud a protestare contro Roma*.

(8) Mario Avagliano e Marco Palmieri, *op. cit.*

(9) Mario Avagliano e Marco Palmieri, *op. cit.*

● Document 1

5 mars 1943 : Turin croise les bras. 8 mars : les femmes se mettent en mouvement

Umberto MASSOLA a été un des principaux organisateurs des grèves de Turin puis de Milan, en mars 1943. Il en fait le récit dans un opuscule publié en 1945, *Prémises et développement des grèves de mars-avril 1943*.

Ce sont les travailleurs de Fiat Mirafiori qui ont donné le signal du départ de la grande grève de mars-avril. Le 20 février, l'ouvrier L. reçoit des instructions pour déclencher la grève. Les difficultés pour obtenir l'arrêt total du travail semblent insurmontables : dans certains départements de l'usine, plus de 80% des travailleurs, qui viennent de la province, complètent leur salaire par un travail à la campagne et sont moins susceptibles de souffrir de pénuries alimentaires. L'ouvrier L. et le parti se mettent immédiatement au travail et, en quelques jours, impriment et distribuent dans toutes les usines et les rues de la ville des milliers et des milliers de tracts avec ces quelques mots : « *Pour le pain, la paix et la liberté ! Vive la grève.* »

Le matin du 5 mars, chez Fiat Mirafiori, les ouvriers attendent la sonnerie de 10 heures pour débiter le mouvement.

La direction de l'usine, prévenue, donne l'ordre de ne pas activer le signal. Dans les ateliers, les ouvriers ont « l'air » d'attendre quelque chose. Il est déjà 10 heures passées et le signal n'a pas retenti. Les ouvriers commencent à lever la tête, à regarder leur montre, comprennent la supercherie et, tous ensemble, arrêtent de travailler. La grève a commencé. Dans tous les ateliers, le travail s'arrête et les travailleurs se regroupent. Les « gros bonnets » se précipitent : « *Qu'est-ce qui se passe ? Que voulez-vous ?* » et les ouvriers déterminés et unis répondent : « *Nous voulons que les 192 heures soient payées à tous ! Nous voulons l'indemnité de vie chère ! Nous voulons vivre en paix !* »

Désormais, tous les jours à 10 heures, à Turin et dans les environs, de plus en plus d'usines cessent le travail, suivant l'exemple de Fiat Mirafiori. En un peu plus d'une semaine, 100 000 travailleurs de Fiat Mirafiori, Westinghouse, Nebiolo, Officine Savigliano, Ferriere Piemontesi, Microtecnica, Pirotecnica, Aeronautica, Riv, etc. rejoignent la grève.

Le 8 mars, deux manifestations se distinguent

parmi toutes celles qui ont lieu. Dans l'une, les ouvriers d'Aeronautica de Corso Italia, enfermés dans leurs ateliers après le début de la grève, brisent les portes et vont en masse protester devant la direction. L'autre manifestation a eu lieu lors de la Journée internationale des femmes. Des milliers et des milliers de femmes, appelées quelques jours plus tôt par voie de tract, se rendent Piazza Castello pour protester contre la guerre et pour la paix.

C'est ainsi que des hommes et des femmes que le fascisme croyait avoir réduits à un troupeau d'abrutis affirment leur volonté de paix et leur droit à la vie.

Le 11 mars, les ouvriers de la Riv de Via Nizza se mettent en grève. Mussolini ordonne l'intervention des carabinieri et des gardes nationaux pour la réprimer. « *Je vous ordonne de travailler !* », crie le patron à un ouvrier. « *Donnez-nous 192 heures et l'indemnité de vie chère !* » lui répond-on. La grève qui a débuté à 10 heures se poursuit dans l'après-midi. Les ouvriers quittent leurs ateliers et poursuivent leur manifestation dans la cour de l'usine. Les chefs envoyés par les syndicats fascistes sont accueillis par des sifflets, et des cris au nom de « *Nous voulons du pain et la paix.* » À 15 heures, les carabinieri et la police interviennent et tentent de frapper et d'arrêter certains des manifestants. Mais les ouvrières se mettent à crier : « *Du pain ! La paix ! Du pain ! La paix !* » et se précipitent pour arracher avec force leurs compagnons des mains des forces de l'ordre.

Au sixième jour de grève, face à l'impossibilité de faire plier la détermination des ouvriers et de rompre le lien solide qui unit dans le combat les ouvriers de toutes tendances politiques ou religieuses, ne voulant faire aucune concession aux justes revendications des ouvriers, Mussolini tente d'étouffer le mouvement en faisant intervenir la police. Mais il n'y parvient pas. (...)

Le soir du 12 mars, le comité ouvrier créé à Turin pour diriger la grève adresse un tract aux ouvriers de la ville et de la province les invitant à poursuivre et à étendre le mouvement, et envoie un camarade à

Milan pour solliciter l'intervention des masses ouvrières.

Il est fondamental de saboter les moyens de transport.

Et à présent, c'est au tour de Milan

Le 14 mars, les membres de la direction du PCI présents sur place se réunissent à Milan et, après avoir accepté la proposition du Comité ouvrier de Turin, adressent un tract aux travailleurs milanais et prennent une série de mesures pour assurer l'extension du mouvement. Le 15 mars, *L'unità* est distribué à Turin, Milan et dans de nombreux autres centres industriels. Les grands titres annoncent : "*La grève de 100 000 ouvriers turinois*". Le mot d'ordre est clair : "*Que tout le pays suive leur exemple pour gagner le pain, la paix et la liberté*".

Du 16 mars à début avril, la grève s'étend à tous les principaux centres industriels du Piémont : Pinerolo, Villar Perosa, Asti, Savigliano, Biella, la Vallée d'Aoste... et en Lombardie.

À Milan, les 16, 17 et 18 mars, les comités locaux du PCI se réunissent. Le 19 mars, les premières grèves ont lieu à Caproni et dans plusieurs usines de Sesto San Giovanni. Au cours de la semaine suivante, le mouvement s'étend à toutes les principales usines de la ville et de la province, à Pirelli, Breda, Motomeccanica, Borletti, Marelli... à l'usine Innocenti, les ouvriers, dont une majorité de femmes, descendent en masse dans la cour de l'usine et s'affrontent violemment aux forces de l'ordre envoyées par les dirigeants fascistes. A la Face de Via Bovio, les ouvriers manifestent aux cris de « *À bas la guerre !* » Les gardes tirent sur la foule, tuant une ouvrière et en blessant gravement neuf autres.

À Borletti et Pirelli, les soldats envoyés pour réprimer la grève fraternisent avec les ouvriers. À Abbiategrasso, un membre du Grand Conseil fasciste, Cianetti, tente de parler aux ouvriers, mais il est bombardé de pierres et mis en fuite. Chez Brown Roveri, le 24 mars à 10 heures du matin, les jeunes apprentis du département n° 71 sont les premiers à se mettre en grève. Le directeur, M. Rolandi, accompagné de

plusieurs contremaîtres, se rend sur le site pour briser la grève. Les ouvriers du département n° 70, ayant appris l'intervention du directeur, se précipitent pour défendre leurs jeunes camarades de travail. Un ouvrier apostrophe le directeur et, en présence de ses collègues, explique et défend les raisons du mouvement. Dans l'après-midi, la grève s'étend à toute l'usine.

Malgré la répression ordonnée par Mussolini, malgré les centaines et les centaines d'ouvriers arrêtés à Turin, Asti, Biella, Pinerolo, Milan et sa province, la grève continue de s'étendre.

La victoire ouvrière

L'agitation menace de s'étendre aux usines de Ligurie, de Venezia Giulia et d'Emilia. Incapable d'arrêter le mouvement avec les moyens répressifs habituels en raison de l'action puissante et organisée des masses ouvrières, le gouvernement fasciste est contraint de céder.

Le 3 avril, après un mois de grèves, après un mois d'interruption de la production de guerre, la classe ouvrière contraint Mussolini à un premier « *recul stratégique* » important : les salaires et les traitements sont augmentés.

Les grèves, qui ont débuté le 5 mars, se sont terminées dans la première quinzaine d'avril par une victoire majeure de la classe ouvrière italienne. (...) L'appareil du gouvernement et des organisations fascistes s'est désagrégé. Sous la pression des défaites militaires et de l'action des masses ouvrières italiennes, le gouvernement fasciste a plongé vers sa ruine complète.

En avril, une grave crise s'est développée au sein du gouvernement, de la direction du parti et des syndicats fascistes. Vidussoni, secrétaire du PFN, et le président de la Confédération des travailleurs industriels, Giuseppe Landi, ont été limogés et remplacés. Dans les mois de mai et juin, pour tenter d'endiguer le développement impétueux du mouvement de masse et la décomposition croissante de l'appareil fasciste, de nombreux ministres, sous-secrétaires d'État, préfets et dirigeants des syndicats et du parti fasciste ont été éliminés ou éjectés d'un bout à l'autre de l'organisation.

● Document 2

La « svolta di Salerno » (le tournant de Salerne)

Résolution présentée par Togliatti
au Conseil national du PCI,
réuni à Salerne, le 31 mars 1944

Le Conseil national du Parti communiste italien, réuni (les 30-31 mars 1944) à un moment où le développement de la situation internationale et intérieure indique plus fortement à tous les Italiens la nécessité et le devoir de renforcer et d'étendre l'unité nationale dans la lutte pour la libération du pays de l'occupation hitlérienne et des traîtres fascistes ; il salue dans le camarade Ercoli (*Togliatti, Ndlr*), qui reprend en Italie, à la tête de la délégation du Comité central, sa place de militant et de leader, de guide sûr du parti et du prolétariat italien ; il reconferme la politique constamment suivie par le parti, d'unité de la classe ouvrière et donc de collaboration fraternelle et constante avec le Parti socialiste, d'unité des forces démocratiques et libérales antifascistes dans le mouvement des Comités de libération nationale et d'unité de toute la nation italienne dans la lutte pour sa liberté, pour son indépendance et sa renaissance.

Le Conseil national du Parti communiste italien, après avoir examiné la situation politique interne de la zone libérée, tout en appréciant hautement l'effort fait par les Comités de libération et le Conseil exécutif pour diriger et orienter toute la population vers l'action pour la libération du pays et la destruction de tous les résidus du régime fasciste, considère toutefois qu'au moment où la crise finale de la guerre approche et où tous les peuples luttant pour la liberté doivent unir leurs forces pour l'écrasement final de l'Allemagne hitlérienne dans les plus brefs délais, l'existence en Italie, d'une part d'un gouvernement investi du pouvoir mais dépourvu d'autorité parce qu'il n'a pas l'adhésion des partis de masse, et d'autre part d'un mouvement de masse ayant l'autorité mais exclu du pouvoir, nuit à l'effort de guerre du pays et est fatale à l'Italie. Car si cette situation alimente la confusion et le désordre, lasse et trompe les masses populaires et crée un environnement favorable aux intrigues réactionnaires et même à la renaissance d'un mouvement fasciste, elle affaiblit et discrédite en même temps notre pays.

Le Parti communiste, conscient de sa responsabilité devant la classe ouvrière et le peuple dans son

ensemble, estime que cette situation doit être rapidement réglée et se propose de la régler :

1) en maintenant intacte et en consolidant l'unité du front des forces démocratiques et libérales antifascistes ;

2) en assurant formellement le pays que le problème institutionnel sera librement résolu par toute la nation, par la convocation d'une assemblée nationale constituante, élue au suffrage universel direct et secret, immédiatement après la fin de la guerre ;

3) en créant un nouveau gouvernement, de caractère transitoire mais fort et faisant autorité grâce à l'adhésion des grands partis de masse : un gouvernement capable d'organiser un véritable et grand effort de guerre de tout le pays et en premier lieu de créer une forte armée italienne qui combatte sérieusement les Allemands ; un gouvernement capable, avec l'aide des grandes puissances démocratiques alliées, de prendre des mesures urgentes pour soulager les souffrances des masses et affronter efficacement les tentatives de résurgence réactionnaire ;

4) en assurant à tous les Italiens, quelles que soient leurs convictions ou croyances politiques, sociales et religieuses, que notre lutte est orientée vers la libération du pays des envahisseurs allemands, des traîtres à la patrie, des responsables de la catastrophe nationale, mais que dans le front de la nation il y a de la place pour tous ceux qui veulent lutter pour la liberté de l'Italie et que demain tous auront l'occasion de défendre leurs positions devant le peuple.

Le Conseil national du Parti communiste italien mandate les représentants du parti pour exposer et défendre cette ligne politique au sein du Conseil exécutif et des comités de libération ; il invite les camarades, les ouvriers, les travailleurs et tous les antifascistes conséquents, sincères, combattifs, conscients de leur responsabilité, à s'unir et à lutter jusqu'à ce que l'Italie, en participant activement et avec toutes ses forces à la guerre contre l'Allemagne hitlérienne, approche de sa libération définitive, l'heure où tout le peuple pourra s'atteler à la construction d'un gouvernement démocratique progressiste qui guérisse les blessures laissées par vingt ans de tyrannie fasciste et rende la nation italienne complètement libre et maîtresse de son destin.